

琉球大学学術リポジトリ

沖縄関係 外紙報道（在アジア、欧州等公館関係）

メタデータ	言語: 出版者: 公開日: 2019-02-13 キーワード (Ja): キーワード (En): 作成者: - メールアドレス: 所属:
URL	http://hdl.handle.net/20.500.12000/43809

ジエーヴ総

外務省

知らない。不測な事態が起きるかも知れない。アメリカが
1941-1942年頃、1942年1月、1941-42年、この頃な事態
が起るとして、1941-42年頃な役割を明かすには44年
から45年になるであろう。

付属物添付

本信送付先 スズ

公

信

案

在

外

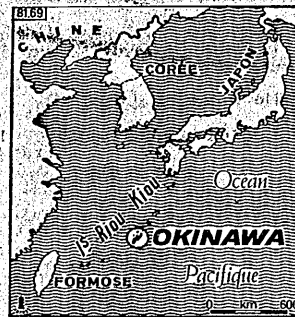
公

館

La rétrocession d'Okinawa

Aucune décision n'est sortie des conversations que le président Nixon a menées, au cours de son voyage en Asie, avec les gouvernements des Philippines, d'Indonésie, de la Thaïlande, du Viêt-nam du Sud, de l'Union indienne et du Pakistan.

Il était d'ailleurs prévu qu'aucune décision ne sortirait de rencontres après tout hâtives et dont l'objet était, en somme, de donner au président des Etats-Unis l'occasion de dire à ses interlocuteurs que jamais plus les soldats nord-américains ne seraient aventurés dans une entreprise militaire aussi désastreuse que la guerre du Viêt-nam et pour leur demander leur opinion



sur la meilleure manière pour les Etats-Unis de contribuer au développement économique de cette partie de l'Asie.

Le voyage achevé, on discutera longtemps des fruits qu'on peut en attendre, tant l'évolution de la situation dans cette partie du monde dépend du chemin — la paix ou la guerre — que la Chine prendra, et elle est toujours encore tenue à l'écart, comme elle-même se tient à l'écart des forums : ONU, « sommets » où peut s'élaborer la politique internationale.

Nixon le disait, vendredi soir, au banquet de Lahore : De l'Asie qui, dans vingt-cinq ans, comptera trois milliards d'habitants, peut venir « le plus grand progrès » vers la paix comme aussi « le plus grand cataclysme que le monde aura jamais connu ».

Dans ce futur indéfini, rien pour accrocher une décision alors que dans l'immédiat, la décision inéluctable intéressant cette partie du monde a été prise à Tokio, au cours des négociations entre le gouvernement nippon et le secrétaire d'Etat américain, William Rogers.

De source japonaise officielle, il a été, en effet, annoncé que d'ici 1972, l'île d'Okinawa serait restituée par les Etats-Unis au Japon et qu'aucune arme nucléaire ne serait (ou ne serait plus) entreposée dans la base militaire américaine sur cette île.

L'engagement des Américains touchant les armes nucléaires n'implique pas, selon eux, qu'il y en ait eu ou qu'il y en ait encore d'entreposées. Top secret.

Pour les Japonais, cela ne fait pas de doute et c'était pour eux un argu-

ment de plus en faveur de la rétrocession de l'île : un trop grand danger pour le Japon que la présence de cet arsenal-forteresse nucléaire dans son voisinage.

Inéluctable, la décision de rétrocession l'était dès l'instant où, par gain de paix et pour contenir l'insistance de la revendication nipponne, les Etats-Unis avaient réadmis la souveraineté du Japon sur Okinawa.

Hormis la date limite (1972) de la rétrocession, aucun des détails de l'accord convenu, dans la semaine, à Tokio, n'est encore connu.

A ce qui se dit, la rétrocession n'exclurait pas le maintien d'une base militaire américaine, sous condition pour les Etats-Unis de n'utiliser les forces armées qui y seraient stationnées qu'après consultation avec le gouvernement nippon.

Ou encore, selon des informations d'autres sources, la rétrocession s'accommoderait de l'entretien, par les soins du Japon, des installations des bases américaines de façon qu'elles puissent être immédiatement « évacuées », en cas de nécessité.

Le cas de nécessité réserve le droit d'intervention des Etats-Unis, si la rupture d'équilibre dans le Pacifique ou en Asie menaçait l'indépendance ou l'intégrité territoriale d'un Etat de cette partie du monde.

Un droit d'intervention que les Etats-Unis s'octroient, mais qu'ils pourraient tout aussi bien être sollicités d'exercer.

Ceci fait partie du futur indéfini et la rétrocession d'Okinawa de l'immédiat.

Un immédiat qui d'ici 1972 aura à préciser le rôle qui sera dévolu au Japon dans les éventualités de ce futur indéfini.

René BAUME